



VILLE DE QUÉBEC

Conseil de la ville

RÈGLEMENT R.V.Q. 696

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU
CONSEIL DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION AU COMITÉ
EXÉCUTIF DE CERTAINS POUVOIRS RELATIVEMENT À UNE
NOUVELLE DÉLÉGATION**

**Avis de motion donné le 7 juin 2004
Adopté le 21 juin 2004
En vigueur le 25 juin 2004**

NOTES EXPLICATIVES

Ce règlement modifie le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation au comité exécutif de certains pouvoirs afin de déléguer au comité exécutif le pouvoir de déclarer que la ville se porte garante, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute faute ou négligence commise par un fonctionnaire ou employé de la ville dans l'exercice de ses fonctions, lorsque ce fonctionnaire est membre d'un ordre professionnel identifié.

RÈGLEMENT R.V.Q. 696

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL DE LA VILLE SUR LA DÉLÉGATION AU COMITÉ EXÉCUTIF DE CERTAINS POUVOIRS RELATIVEMENT À UNE NOUVELLE DÉLÉGATION

LA VILLE DE QUÉBEC, PAR LE CONSEIL DE LA VILLE, DÉCRÈTE CE
QUI SUIT :

1. Le *Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation au comité exécutif de certains pouvoirs*, R.R.V.Q. chapitre D-1, est modifié par l'insertion, après l'article 2.6, de ce qui suit :

« CHAPITRE VI

« DÉCLARATION POUR EXCLUSION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

« **2.7.** Le conseil délègue au comité exécutif le pouvoir de déclarer que la ville se porte garante, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute faute ou négligence commise par un fonctionnaire ou employé de la ville dans l'exercice de ses fonctions, lorsque ce fonctionnaire ou cet employé est membre d'un des ordres professionnels suivants :

- 1° le Barreau du Québec;
- 2° la Chambre des notaires du Québec;
- 3° l'Ordre des architectes du Québec;
- 4° l'Ordre des urbanistes du Québec. ».

2. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Avis de motion

Je donne avis qu'à une prochaine séance, il sera présenté un règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil de la ville sur la délégation au comité exécutif de certains pouvoirs afin de déléguer au comité exécutif le pouvoir de déclarer que la ville se porte garante, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute faute ou négligence commise par un fonctionnaire ou employé de la ville dans l'exercice de ses fonctions, lorsque ce fonctionnaire est membre d'un ordre professionnel identifié.

Dispense de lecture de ce règlement est demandée puisque tous les membres du conseil ont reçu copie du projet de règlement.